



REGLEMENT DE CONSULTATION

<u>OBJET :</u>	Reprise des désordres de la Maison de santé pluridisciplinaire de Château la Vallière – 37330 suite infructuosité
<u>Maître d’Ouvrage :</u>	Communauté de Communes Touraine Ouest Val de Loire 2 rue des Sablons – 37340 CLERE LES PINS Tél. : 02 47 24 06 32
<u>Maître d’œuvre :</u>	SOLIHA 37 241, rue Edouard Vaillant – BP 75825 - 37058 TOURS

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
Vendredi 24 Mai 2024 à 12h00

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la reprise des désordres de la Maison de santé pluridisciplinaire de Château la Vallière, située 6, rue Portes de fer – 37330.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

La Communauté de communes se réserve le droit de recourir à la négociation avec les trois premiers candidats de chacun des lots, en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en **8 lots** désignés ci-dessous :

- Lot 01 : Maçonnerie – Démolition
- Lot 02 : Menuiseries extérieures – Menuiseries intérieures - Serrurerie
- Lot 03 : Plâtrerie – Isolation
- Lot 04 : Electricité – VMC – Chauffage
- Lot 05 : Carrelage
- Lot 06 : Peinture
- Lot 07 : Elévateur
- Lot 08 : Couverture

La présente consultation concerne uniquement les lots 1 – 2 – 3 – 4 – 5 et 8.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600,00 Euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'article 4 du contrat de travaux et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Les concurrents peuvent également présenter, conformément aux articles R.2151-8 à R.2151-11 du Code de la Commande publique, une offre comportant des variantes respectant les exigences minimales visées par les dispositions du cahier des charges et de ses éventuelles pièces annexes (*un contrat de travaux par variante*).

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés par autofinancement, subventions et le cas échéant emprunt.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront réglées par mandat administratif dans un délai global de 30 jours.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation
- Le contrat de travaux
- Le CCTP
- Les DPGF
- Les plans
- Le RICT
- Le PGCSPPS
- Le planning prévisionnel

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement depuis la plateforme de dématérialisation : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

Aucune version papier de ces documents ne sera délivrée par la collectivité.

Les candidats doivent indiquer lors du téléchargement du dossier de consultation, leurs nom, numéro de téléphone et adresse mail valides, afin que le pouvoir adjudicateur puisse les recontacter en cas de besoin (complément d'informations par exemple).

Le choix de l'adresse mail est très important. Elle devra être régulièrement consultée.

Article 4 : Présentation des offres

4.1 –Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

L'offre de chaque candidat devra comporter les éléments suivants, dûment complétés et signés :

- DC1 / DC2 ou DUME (documents téléchargeables gratuitement depuis le site <https://www2.economie.gouv.fr/daj/formulaires>)
- Liste des principaux travaux réalisés au cours des 5 dernières années
- Contrat de travaux signé
- CCTP (ou attestation d'acceptation du CCTP sans modification)
- Mémoire présentant les moyens prévus par l'entreprise pour cette opération ; les dispositions particulières en matière d'installation de chantier, de sécurité, etc... ; les matériaux et matériels spécifiques à cette opération.

Lors de l'attribution, le candidat retenu devra fournir :

- Attestation de régularité fiscale et sociale
- Attestation d'assurances

Si le candidat retenu n'est pas dans la mesure de fournir ces deux éléments dans un délai de 7 jours après la demande du maître d'ouvrage, ce dernier pourra attribuer le marché à un autre candidat.

4.2 -Variantes

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Article 5 : Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- | | |
|----------------------------------|------------|
| 1. Valeur technique : | 60% |
| 2. Prix des prestations : | 40% |

Chacun des critères sera noté sur 10 (10 étant la meilleure note) selon le mode de calcul suivant :

1. La valeur technique, jugée au vu du mémoire fourni, présentant :

Sous-critère A (60%) :

Méthodologie et moyens mis en œuvre pour respecter le calendrier fixé :

- Liste des moyens humains dont encadrement et des moyens matériels affectés à l'opération
- Méthodologie prévue par le candidat pour la réalisation du chantier (préparation de chantier, délais d'approvisionnement, méthodologie pour la réalisation des ouvrages et levée des réserves)
- Proposition de calendrier détaillé dans le respect des délais fixés, en intégrant le fait que le site sera, en partie, occupé pendant l'exécution des travaux

Sous-critère B (40%) :

Respect qualitatif des ouvrages :

- Transmission des fiches techniques et fournisseurs
- Moyens utilisés pour réaliser les autos-contrôle en phase fabrication et chantier
- Moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité du chantier et la gestion, valorisation et élimination des déchets
- Note indiquant les principales mesures assurant la sécurité de chantier et mesures liées à la prise en charge de la Covid19
- Note précisant la gestion environnementale des déplacements

La modalité de notation sera la suivante :

• Critère assuré dans l'offre de façon très satisfaisante :	10.0
• Critère assuré dans l'offre de façon satisfaisante :	7.5
• Critère assuré dans l'offre de façon moyennement satisfaisante :	5.0
• Critère assuré dans l'offre de façon insatisfaisante :	2.5
• Aucun élément pour juger du critère :	0.0

2. Le prix de prestations

L'offre la moins onéreuse (excepté celle qualifiée d'anormalement basse) se verra attribuer la note de 10/10.

Les autres offres seront notées de la façon suivante :

Note = (offre la moins onéreuse / offre analysée) x barème de notation

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai est de 7 jours.

Article 6 : Conditions de remise des plis


Depuis le 1er janvier 2020, la remise sous format papier n'est plus autorisée pour les marchés publics supérieurs à 40 000 € HT.

La remise sous format papier n'est pas autorisée.

MODALITES DE REMISE SOUS FORMAT ELECTRONIQUE:

Il convient de se référer aux « Conditions générales d'utilisation » de la plateforme.

La transmission des offres par voie électronique est obligatoire via le profil acheteur de la Communauté de communes : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

 Le maître d'ouvrage n'impose pas la signature électronique. Ainsi, la maître d'ouvrage « re-matérialisera » l'offre afin que les parties contractantes apposent leur signature manuscrite.

Le format autorisé de réponse est : .pdf, .rtf, .doc, .xls

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur offre envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou sur support papier. Cette copie doit également parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les 4 cas suivants :

1. Lorsque dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public ;
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ;
3. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'a pu être ouverte par l'acheteur public ;
4. Si l'offre a été transmise mais est parvenue hors délai ou n'a pu être ouverte, la copie de sauvegarde peut être ouverte si elle est parvenue dans les délais. Si l'offre n'a pas été transmise, le copie de sauvegarde ne peut être ouverte.

Si l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document électronique ne sera pas utilisé : la copie de sauvegarde se substituera au document initial.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

L'attention des candidats est portée sur le fait qu'il leur appartient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les plis parviennent auprès de l'acheteur public de façon à respecter la date et l'heure fixées au présent règlement de consultation, et tenir compte des délais de téléchargement.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites ne seront pas ouverts.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier, les candidats pourront poser des questions écrites jusqu'au 22 mai 2024 – 12h00 par le biais de l'onglet « Questions » de la plateforme <https://webmarche.solaere.recia.fr>.

Les réponses aux questions seront transmises aux concurrents sous 4 jours et au plus tard le 22 mai 2024.

La réponse finale adressée le 22 mai 2024 reprendra l'ensemble des questions et sera adressée à l'ensemble des candidats.

Il ne sera répondu à aucune question en dehors de ce dispositif.

Visite du site

La visite du site est **obligatoire**. Compte tenu de la destination du bâtiment, les visites sont encadrées par Monsieur ROUSSIER, responsable bâtiments de la CCTOVAL. Elles auront lieu :

- Le lundi 13 mai 2024, 14h00
- Le vendredi 17 mai 2024, 14h00

En tout état de cause, le candidat est en effet réputé avoir pris connaissance des zones de travaux et de leur environnement dans le cadre de l'établissement de son offre et de ses prix unitaires ou forfaitaires. En aucun cas il ne pourra être formulé de demandes de compléments de rémunération liées à une méconnaissance des lieux.